

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Annonces diverses

WORLDLINE

Société Anonyme au capital de 45.255.202,58 €
Siège social : Tour Voltaire, 1 place des Degrés – 92800 Puteaux
378 901 946 R.C.S. Nanterre
(la « **Société** »)

Avis de Regroupement d'Actions

**Avis de suspension de la faculté d'exercice des porteurs d'obligations à option de conversion
et/ou d'échange en actions nouvelles et/ou existantes (OCEANES)
et des titulaires d'options de souscription ou d'achat d'actions Worldline**

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société Worldline en date du 8 janvier 2026 (l'« **Assemblée Générale** »), statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, conformément aux dispositions des articles 6 du décret n° 48-1683 du 30 octobre 1948 et R. 228-12 du Code de commerce, sous réserve de l'adoption des première à huitième résolutions (les « **Conditions Suspensives** »), a décidé aux termes de sa dixième résolution, selon les modalités détaillées ci-dessous et sous réserve de la réalisation de la réduction de capital social par voie de diminution de la valeur nominale des actions conformément à la première résolution de l'Assemblée Générale (la « **Réduction de Capital** »), de procéder au regroupement des actions composant le capital social de la Société de telle sorte que quarante (40) actions ordinaires d'une valeur nominale de deux centimes d'euro (0,02 €) chacune (les « **Actions Anciennes** ») seront regroupées en une (1) action nouvelle à émettre d'une valeur nominale de quatre-vingts centimes d'euro (0,80 €) (une « **Action Nouvelle** »).

L'Assemblée Générale a également :

- décidé que la date de début des opérations de regroupement interviendra au plus tôt à l'expiration d'un délai de quinze (15) jours débutant à la date de publication de l'avis de regroupement qui sera publié par la Société au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires, laquelle date ne pourra être antérieure à la date de règlement-livraison des actions nouvelles émises dans le cadre de l'augmentation de capital faisant l'objet de la huitième résolution approuvée par l'Assemblée Générale (l'« **Augmentation de Capital avec DPS** ») ;
- décidé que la période d'échange durant laquelle les actionnaires pourront procéder aux regroupements de leurs Actions Anciennes sera d'une durée de trente (30) jours commençant à courir à compter de la date de début des opérations de regroupement mentionnée ci-dessus ;
- pris acte que, conformément aux dispositions de l'article 6 du décret n°48-1683 du 30 octobre 1948 et à l'article 11 des statuts, les actionnaires qui se trouveraient propriétaires d'Actions Anciennes isolées ou en nombre inférieur à celui requis pour pouvoir procéder au regroupement auront l'obligation de procéder aux achats ou aux cessions d'Actions Anciennes nécessaires pour réaliser le regroupement dans un délai de trente (30) jours à compter du début de l'opération de regroupement ;
- pris acte que, conformément aux dispositions des articles 6 du décret n°48-1683 du 30 octobre 1948 et R. 228-12 du Code de commerce, à l'issue de la période d'échange, les Actions Nouvelles qui n'ont pu être attribuées individuellement et correspondant aux droits formant rompus, seront vendues et que le produit de cette vente sera réparti proportionnellement aux droits formant rompus de chaque titulaire de droits.

L'Assemblée Générale a donné tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, à l'effet de mettre en œuvre le regroupement et notamment :

- fixer la date de début des opérations de regroupement ;
- publier tous avis et procéder à toutes formalités légales et réglementaires consécutives à cette décision ;
- constater et arrêter le nombre exact des Actions Anciennes de deux centimes d'euro (0,02 €) de valeur nominale qui seront regroupées et le nombre exact d'Actions Nouvelles de quatre-vingts centimes d'euro (0,80 €) de valeur nominale susceptibles de résulter du regroupement, compte tenu de l'existence des titres donnant accès au capital de la Société ;
- suspendre, le cas échéant, pour une durée n'excédant pas trois (3) mois, l'exercice des valeurs mobilières donnant accès au capital et des options de souscription ou d'achat d'actions pour faciliter les opérations de regroupement ;
- procéder, le cas échéant, en conséquence du regroupement d'actions ainsi opéré, à l'ajustement des droits des bénéficiaires d'options de souscription ou d'achat d'actions, d'attributions d'actions gratuites et de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, émises ou qui seraient émises ainsi qu'à l'information corrélative desdits bénéficiaires, conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux stipulations contractuelles applicables ;
- constater la réalisation définitive du regroupement et modifier, consécutivement au regroupement d'actions objet de la dixième résolution, l'article 6 « Capital social » des statuts de la Société ;

- procéder à l'ajustement du nombre d'actions pouvant être émises dans le cadre de l'utilisation des délégations de compétence conférées au Conseil d'administration par les précédentes assemblées générales ;
- plus généralement, prendre toutes mesures nécessaires et appropriées à la mise en œuvre de la présente décision et procéder à l'accomplissement de toutes formalités.

Conformément aux termes de la dixième résolution et faisant usage de cette délégation de pouvoirs, le Conseil d'administration a, lors de sa réunion du 28 avril 2026, (i) constaté la réalisation des Conditions Suspensives, constaté la réalisation de la Réduction de Capital par le Conseil d'administration en date du 29 janvier 2026, et constaté la survenance du règlement-livraison des actions nouvelles émises dans le cadre de l'Augmentation de Capital avec DPS en date du 2 avril 2026 et (ii) a décidé de mettre en œuvre le regroupement des actions de la Société selon les modalités suivantes :

Date de début des opérations de regroupement : 14 mai 2026

Base de regroupement : échange de quarante (40) Actions Anciennes de deux centimes d'euro (0,02 €) de valeur nominale contre une (1) Action Nouvelle de quatre-vingts centimes d'euro (0,80 €) de valeur nominale portant jouissance courante.

Nombre d'Actions Anciennes soumises au regroupement : Deux milliards deux cent soixante-deux millions sept cent soixante mille cent vingt-neuf (2.262.760.129)¹ Actions Anciennes de deux centimes d'euro (0,02 €) de valeur nominale chacune, correspondant au nombre total d'actions de la Société composant le capital social de la Société.

Nombre d'Actions Nouvelles à provenir du regroupement : Cinquante-six millions cinq cent soixante-neuf mille trois (56.569.003) actions de quatre-vingts centimes d'euro (0,80 €) de valeur nominale chacune.

Il est précisé qu'un actionnaire renoncera expressément au regroupement de la quantité nécessaire d'Actions Anciennes permettant d'obtenir un nombre entier d'actions au résultat de l'application du ratio d'échange susvisé.

Le nombre définitif d'Actions Nouvelles à provenir du regroupement sera constaté par le Conseil d'administration ou par le Directeur Général à la fin des opérations de regroupement.

Période de regroupement : du 14 mai 2026 (inclus) au 12 juin 2026 (inclus).

Titres formant quotité : la conversion des Actions Anciennes en Actions Nouvelles sera effectuée selon la procédure d'office.

Titres formant rompus : les actionnaires qui ne détiendraient pas un nombre d'Actions Anciennes correspondant à un nombre entier d'Actions Nouvelles devront faire leur affaire personnelle de l'achat ou de la vente des Actions Anciennes formant rompus afin d'obtenir un multiple de quarante (40) jusqu'au 12 juin 2026 (inclus). Passé ce délai, les actionnaires qui n'auraient pas pu obtenir un nombre d'actions multiple de quarante (40) seront indemnisés par leur intermédiaire financier conformément aux articles L. 228-6-1 et R. 228-12 du Code de commerce et à la pratique de marché.

Les Actions Anciennes non regroupées seront radiées de la cote à l'issue de la période de regroupement.

Centralisation : Toutes les opérations relatives au regroupement des actions auront lieu auprès de Société Générale Securities Services, 32 rue du Champ de Tir, CS 30812, 44308 Nantes Cedex 3, France, désigné en qualité de mandataire pour la centralisation des opérations de regroupement.

En application des articles L. 228-6-1 et R. 228-12 du Code de commerce, les Actions Nouvelles qui n'ont pu être attribuées individuellement et correspondant à des droits formant rompus seront vendues en bourse par les teneurs de comptes et les sommes provenant de la vente seront réparties proportionnellement aux droits formant rompus des titulaires de ces droits.

¹ Le nombre d'Actions Anciennes soumises au regroupement et le nombre d'Actions Nouvelles à provenir du regroupement pourra être ajusté, dans l'hypothèse où des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ou d'options de souscription ou d'achat d'actions de la Société venaient à les exercer en dehors de la période de suspension de leur exercice ou des actions gratuites seraient émises à compter du présent avis [jusqu'en amont des opérations de regroupement]. Le nombre définitif d'Actions Nouvelles à provenir du regroupement sera constaté par le Conseil d'administration ou par le Directeur Général à la fin des opérations de regroupement.

Les Actions Anciennes soumises au regroupement sont admises aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext à Paris sous le code ISIN FR0011981968, jusqu'au 12 juin 2026, dernier jour de cotation.

Les Actions Nouvelles issues du regroupement seront admises aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext à Paris, à compter du 15 juin 2026, premier jour de cotation, et se verront attribuer le nouveau code ISIN suivant : FR00140182K6.

Suspension des droits des porteurs d'obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles et/ou existantes de la Société émises en date du 30 juillet 2019 et du 4 décembre 2020 (les « OCEANES ») et des titulaires d'options de souscription ou d'achat d'actions attribuées par la Société actuellement exerçables dans le cadre des plans mis en place depuis le 25 mai 2016 (les « Options ») : l'exercice des OCEANES et des Options est suspendu à compter du 6 mai 2026 jusqu'au 16 juin 2026 (inclus)

Ajustement des droits (i) des OCEANES, (ii) des Options, (iii) des plans d'attribution d'actions de performance et (iv) des plans d'attribution gratuites d'actions : à l'issue du regroupement, afin de préserver les droits des porteurs des OCEANES, des titulaires d'Options, des bénéficiaires d'actions de performance attribuées dans le cadre des plans dont l'attribution a été décidée par la Société depuis le 8 juin 2023, et dont la période d'acquisition est en cours (les « **Actions de Performance** »), des bénéficiaires d'actions attribuées gratuitement dans le cadre des plans dont l'attribution a été décidée par la Société depuis le 25 juillet 2023, et dont la période d'acquisition est en cours (les « **Actions Gratuites** »), le ratio de conversion/échange des OCEANES, la parité d'exercice des Options et les droits d'attribution des Actions de Performance et des Actions Gratuites, seront ajustés mécaniquement, afin de prendre en compte cette opération de regroupement, conformément aux termes et conditions applicables à chacun des instruments concernés.

Droit de vote : Les Actions Nouvelles bénéficieront immédiatement du droit de vote double, sous réserve d'être maintenues au nominatif, si à la date du regroupement des Actions Anciennes dont elles sont issues, chacune de ces Actions Anciennes bénéficiaient du droit de vote double. En cas de regroupement d'Actions Anciennes qui étaient inscrites au nominatif depuis des dates différentes, le délai retenu pour l'appréciation du droit de vote double des Actions Nouvelles sera réputé débiter à la date la plus récente de mise au nominatif des Actions Anciennes. Par conséquent, l'acquisition d'un droit formant rompu a pour effet de faire perdre le droit de vote double qui était éventuellement attaché à l'ancien titre ou son ancienneté, au regard du délai prévu pour bénéficier de ce droit.

Le conseil d'administration du 28 avril 2026 a également :

- décidé, conformément aux dispositions des articles L.225-149-1 et R. 225-133 du Code de commerce ainsi qu'aux modalités des OCEANES et aux stipulations des règlements des plans d'Options, de suspendre l'exercice (i) du droit à la conversion et/ou à l'échange des OCEANES, et (ii) de l'ensemble des droits d'attribution attachés aux Options dans le cadre des plans en vigueur, à compter du 6 mai 2026 (0h01, heure de Paris) jusqu'au 16 juin 2026 (23h59, heure de Paris) (inclus) pour faciliter les opérations de regroupement, et
- décidé qu'à l'issue du regroupement des actions de la Société, afin de préserver les droits des porteurs des OCEANES, des titulaires d'Options, des bénéficiaires d'Actions de Performance et d'Actions Gratuites, le ratio de conversion/échange des OCEANES, la parité d'exercice des Options et les droits d'attribution des Actions de Performance et des Actions Gratuites, seront ajustés mécaniquement et de manière proportionnelle à la valeur nominale de l'action, afin de prendre en compte cette opération de regroupement, conformément aux termes et conditions applicables à chacun des instruments concernés, [et correspondront respectivement au produit (i) du ratio de conversion/échange des OCEANES, de la parité d'exercice des Options et des droits d'attribution des Actions de Performance et des Actions Gratuites en vigueur avant le début des opérations de regroupement et (ii) du rapport entre le nombre d'Actions Nouvelles composant le capital de la Société après les opérations de regroupement et le nombre d'Actions Anciennes composant le capital de la Société avant les opérations de regroupement, soit 1/40.

Le conseil d'administration du 28 avril 2026 a délégué tous pouvoirs au Directeur Général à l'effet de procéder à la publication du présent avis de regroupement et, plus généralement, faire tout ce qui sera utile et nécessaire en vue de procéder au regroupement des actions conformément à la réglementation applicable.

Le Conseil d'administration